un juge et régi par des règles spéciales. Sauf erreur, tous reconnaissent aussi que le Parlement doit avoir le dernier mot à dire sur cette question. Par contre, nous n'avons pas encore réussi à nous entendre sur l'importance de l'écart qu'il faudrait prévoir, ni sur le choix entre une commission nationale, centrale et indépendante, et une commission pour chaque province.

Je voudrais m'en tenir à la question du nombre des commissions. J'estime que dix commissions nous donneraient inévitablement dix points de vue différents. Je pense qu'il nous serait très difficile de concilier le point de vue de l'Île du Prince-Édouard avec celui de la Colombie-Britannique par exemple. Je pense qu'avec dix commissions, il n'y aurait plus d'axe directeur. L'uniformité ferait défaut dans toute cette question du remaniement de la carte électorale. Je sais que le ministre qui a présenté ce bill est d'avis que cette étude prendrait plus de temps avec une seule commission qu'avec dix. Je n'en suis pas sûr; je ne suis pas d'accord avec lui sur ce point. Si j'en juge d'après mon expérience, lorsqu'un sujet doit être mis à l'étude dans un organisme quelconque, on s'en tire beaucoup plus rapidement en confiant le travail à une commission ou à un comité qu'à dix commissions différentes.

Le ministre a insisté sur l'élément de temps. Je ne pense pas que l'essentiel ou la partie la plus importante du bill réside dans cet élément. Je crois que nous devrions prendre tout le temps voulu pour mener l'affaire à bonne fin. A mon avis, nous devrions comparer cette question de dix commissions à une vaste entreprise commerciale de vente qui songerait à fonder des succursales dans toutes les régions du pays. L'étude d'un projet de cette envergure serait faite au siège social. Un directeur des ventes irait vraisemblablement d'un bout à l'autre du pays pour délimiter les zones diverses, mais le contact entre le directeur des ventes et le siège social serait plus direct et plus étroit que s'il y avait dix bureaux dispersés à travers le pays. Cette analogie pourrait s'appliquer, je pense, au problème des dix commissions. Nous devons aussi nous rendre compte que n'importe quelle commission vaudra ce que vaudront ses membres.

Rien n'a été dit encore au sujet du double emploi qui s'annonce sur une grande échelle. Si nous avons dix commissions, nos besoins seront multipliés par dix. Rien encore n'a été dit dans ce comité au sujet du coût. Selon moi, il est grand temps qu'un membre du comité, de préférence quelqu'un du côté du gouvernement, songe aux dépenses que comportent certaines des activités que poursuit le gouvernement par le temps qui court. Il se présente là une belle occasion de réfléchir à ce que coûteront dix commissions par rap-

port à une seule commission centrale et indépendante.

Comme les honorables députés le savent, la commission qui sera instituée dans chacune des provinces se composera de quatre personnes, dont un président. Aucune dépense supplémentaire quant à ce dernier, car son traitement lui sera versé par l'entremise de son tribunal. La personne désignée par le gouvernement et celle désignée par l'opposition seront rémunérées. Aux termes du bill à l'étude, elles seront rétribuées à raison de tant par jour; leurs frais de déplacement et de subsistance seront à la charge de l'État. Il est à noter que la Société Radio-Canada verse une rétribution de \$100 *per diem* à l'égard des commissions de ce genre. Cinquante dollars seraient peut-être un chiffre moyen. A ce compte, il en coûterait quelque \$25,000 pour rétribuer les deux personnes désignées, à supposer que la commission fonctionne pendant une année entière.

Ainsi, chaque commission se composerait de quatre membres. Si l'on accordait le montant modeste de \$25 par jour pour les frais de voyage et de subsistance des membres des dix commissions, on obtiendrait une autre somme de \$25,000. Chacune des dix commissions aurait besoin d'un bureau et il y aurait en outre des frais divers. Ces bureaux auraient besoin d'aide pour les travaux de secrétariat sans compter que le commissaire chargé de représenter la commission devra voyager à travers le pays. J'ai établi des chiffres fictifs pour chacune de ces dépenses et j'en arrive à la conclusion que les travaux d'une seule commission coûteront environ \$69,000. En multipliant ce montant par dix, vous constatez que le fonctionnement de toutes les commissions exigera une somme de \$690,000, chiffre qui n'a rien d'exagéré, à mon sens.

Si vous croyez, monsieur le président, que mes chiffres ne correspondent pas à la réalité, reportez-vous à notre propre Livre bleu du budget des dépenses pour l'année financière 1963-1964, qui vient de se terminer. A la page 362, vous voyez que la Commission royale d'enquête sur les banques et la finance a coûté \$199,300 au pays, tandis que la Commission sur les services de santé a coûté \$275,500 et une autre plus petite sur le pilotage, \$301,220. Si vous additionnez ces chiffres et prenez la moyenne, vous constaterez qu'elle est d'environ \$258,000. Dix commissions dont l'institution coûterait \$690,000, nous reviendraient approximativement à \$432,000 de plus qu'une commission centrale qui ne coûterait que \$258,000. J'irai jusqu'à dire qu'avant que ces commissions aient fini leur travail, il en aura coûté au pays un demi-million de dollars de plus que si nous